



# PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.  
ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

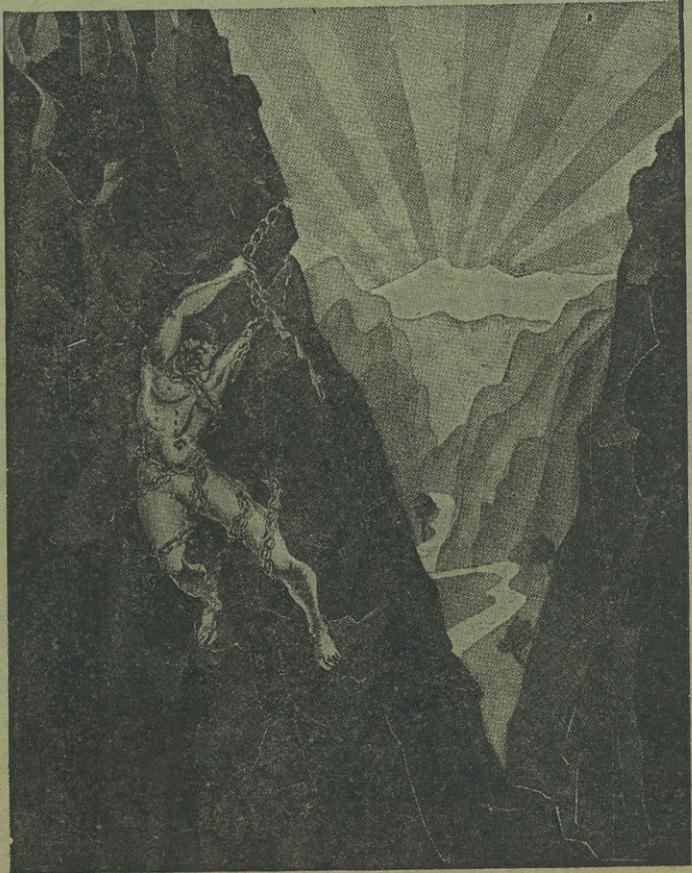
Un an ..... 30 francs.  
Etranger ..... 50 francs.

Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du

## CAUCASE

GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

**SOMMAIRE**

---

<b>A la veille d'une débâcle</b> .....	<b>G. G.</b>
<b>Le problème caucasien</b> .....	<b>P. E. Briquet</b>
<b>Au seuil de 1934</b> .....	<b>Rassoul-Zadé</b>
<b>Une voix américaine</b> .....	<b>R. Choulguine</b>
<b>Un réquisitoire</b> .....	<b>I. Tchoulik</b>
<b>Le rapport de M. Milioukov</b> .....	<b>M. T.</b>
<b>Les évènements au Turkestan Chinois</b> .....	<b>Janaï</b>
<b>Et la danse continue</b> ... ..	<b>Dmytro Boug</b>
<b>Revue de la presse : Foyers d'incendie. — Le problème du Caucase</b>	

**CHRONIQUE**

**Géorgie. — Azerbaïdjan. — Ukraine.**

---

Direction & Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15 ).**

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

---

---

## A la veille d'une débâcle

---

Le discours qu'a prononcé M. Litvinov à la veille du nouvel an, au Comité Central Exécutif, retient l'attention générale. Le fameux commissaire du peuple est un homme des plus en vue dans le monde politique des Soviets. Il n'est pas moins connu en Europe. Symbole d'une race errante, il circule aisément parmi toutes les scènes mouvementées de la politique mondiale. A Genève on le reçoit à bras ouverts, à Londres il laisse des sillons lumineux de son passage momentané ; il traverse l'Océan pour remporter une série de victoires diplomatiques ; à Rome, il fait un tour d'horizon avec Mussolini lui-même, pour rehausser le prestige de Moscou et son rôle dans les destinées du monde...

On conçoit donc l'intérêt palpitant avec lequel on avait affendu son discours qui devait présenter un bilan éblouissant de ces victoires. Mais quelle déception ! Il n'essaie plus d'éblouir l'imagination d'une masse inculte et ignorante, ni de calmer l'impatience d'un peuple, dupé depuis longtemps. Tout au contraire, par son accent brisé et le ton défail-

lant de son discours, il avoue que la situation n'est pas brillante et que l'existence même de la « patrie prolétarienne » est en jeu.

« L'ère du pacifisme bourgeois, déclara-t-il, est terminée. A Genève on ne parle plus de désarmement, on parle de réarmement.

Certaines puissances prêchent une croisade contre les communistes, mais ce n'est qu'un prétexte pour elles. En réalité elles poursuivent des buts nationaux ; la revision des traités et l'annexion de certains territoires. Si la fortune militaire leur souriait, elles ne se contenteraient pas des territoires actuellement placés sous le pouvoir des marxistes tant détestés, elles ne manqueraient pas de tenter un coup de force contre les terres bourgeoises, même contre celles où règne une idéologie toute proche de la leur.

L'une de ces puissances se trouve en Europe.

Mais il en est encore une autre qui se moque de l'idéologie et qui confie le soin de modifier ses frontières, non aux diplomates, mais aux

généraux. Sous la conduite de ces généraux des armées entières s'avancent à travers l'Asie. »

On sent déjà un vent qui souffle dans les murs du Kremlin, un vent d'effroi et d'attente angoissée. Après ces allusions d'ailleurs assez claires, M. Litvinov met les points sur les i. Il évoque l'Allemagne et le Japon, deux puissances résolues, paraît-il, à mettre fin au fléau qui menace le monde civilisé. Litvinov consacre à chacune d'elles des passages qu'on aurait tort de ne pas citer.

*Voici pour l'Allemagne :*

« Le pouvoir soviétique n'a pas participé à la conclusion des traités de paix ; il ne les a pas signés. Nous n'avons donc rien à objecter contre une modification de ces traités, à la condition qu'elle soit accomplie par voie pacifique. Il existe un projet de revision des traités au compte de la Russie soviétique. Ceux qui oseraient mettre à exécution ce projet auront affaire à une puissance de 170 millions d'habitants. Notre politique se résume par la formule lapidaire de Staline : nous ne voulons pas des terres d'autrui, mais nous ne céderons pas un pouce de la nôtre.

L'U.R.S.S. ne veut pas la guerre. Mais pour la défense de son territoire elle a des forces armées capables d'infliger une leçon à n'importe quel voisin et de lui ôter pour des dizaines d'années toute velléité d'agression.

Certains discours et actes des hommes d'Etat allemands ont modifié les relations qui existaient entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Toute la responsabilité en incombe à l'Allemagne. L'U.R.S.S. est prête à l'entretenir des relations amicales avec les

Etats capitalistes quel que soit leur régime politique.

J'ai été interrogé par des hommes d'Etat allemands : « que doit faire l'Allemagne pour que l'U.R.S.S. ne doute pas de sa loyauté? » J'ai répondu : « L'Allemagne ne doit pas faire ce qu'elle fait et le gouvernement allemand doit prescrire à ses agents de ne pas faire ce qu'ils font. »

Nous désirerions avoir la certitude que l'Allemagne s'abstiendra de recourir à une action agressive contre nous, non seulement pour le moment, mais aussi à l'avenir, lorsqu'elle sera devenue forte et qu'il lui sera plus facile de mettre à exécution les projets que ses dirigeants actuels ont déjà prêchés avant leur arrivée au pouvoir et que quelques-uns continuent encore à prêcher. »

Toute cette tirade est extrêmement caractéristique ; elle montre l'état d'âme qui règne actuellement dans la citadelle du bolchevisme. Il y a là un peu de tout : le mensonge dans les allusions aux faits historiques, la peur devant une Allemagne réveillée qui fait claquer les dents, le désir de l'effrayer par des menaces puériles et la servilité de l'esclave qui cherche d'avance l'excuse et la clémence devant le maître éventuel. Voyons un peu :

Il est vrai que la Russie soviétique n'a pas pris part à la conclusion des traités de paix établissant le *statu quo* européen, mais il n'en est pas moins vrai qu'elle avait barré la route au mouvement libérateur des peuples opprimés de la Russie soviétique. La revision des traités qu'elle préconise maintenant n'implique-t-elle pas en toute justice la revision de la situation de fait, créée par l'invasion de l'armée rouge en

Ukraine, au Caucase et au Turkestan ? Pourquoi l'œuvre de pacification doit-elle s'arrêter nécessairement aux confins de la Russie soviétique ? Pourquoi les peuples libres après tous les sacrifices matériels et moraux qu'ils ont consentis pour le redressement de leur vie nationale et sociale, doivent-ils rester courbés sous le joug moscovite ? Autant de questions que M. Litvinov n'effleure même pas. Hanté par la grande figure de Hitler, il articule des phrases dont il ne conçoit probablement pas la portée. « Nous sommes 170 millions ! » clame-t-il. Qui, nous ? sont-ils des Russes ces 170 millions ? Que M. Litvinov consulte bien la statistique et il verra qu'à peu près 50 % de cette population n'est nullement disposée à soutenir la politique dominatrice et spoliatrice de la Russie, quel que soit le gouvernement qui la dirige. Staline a beau lancer des formules lapidaires sur la « terre russe » ; qu'il prenne garde qu'il ne soit lapidé le premier par le peuple russe lui-même.

*Et voici pour le Japon :*

« La politique du Japon, lisons-nous plus loin, présente une tâche des plus sombres sur l'horizon européen (?).

Nous avons eu tant de confiance en le Japon que nous avons laissé à peu près sans défense nos frontières en Extrême-Orient. Cependant le gouvernement japonais s'est emparé de la Mandchourie. Le monde entier a été surpris de voir notre sang-froid et notre patience, tandis que l'action du Japon devenait de plus en plus insolente et provocatrice. Voulant éviter le conflit, nous avons proposé de vendre le chemin de fer de l'Est Chinois. Or, il s'est

révélé que le désir du Japon était non pas de l'acheter mais de le recevoir en cadeau. Ses agents, soutenus par la police mandchoue et par les Russes blancs ont passé à des actes de violence invoquant pour se couvrir la souveraineté de la Mandchourie. C'est pourquoi nous avons été obligés d'augmenter en Extrême-Orient nos forces armées. Nous respectons les droits du Japon, mais nous exigeons que lui aussi respecte les nôtres.

On ne peut parler de désarmement que lorsque certaines puissances auront cessé de considérer les traités de non-agression comme un chiffon de papier.

En cas de conflit, la défense du territoire soviétique, que ce soit à l'Ouest aussi bien qu'à l'Est, sera assurée non pas seulement par l'armée rouge, mais aussi par les peuples rouges de l'Union soviétique. Sous la conduite de Staline ils seront aussi victorieux à la guerre qu'ils l'ont été et qu'ils le sont encore dans l'œuvre de construction pacifique. »

Il suffit de parcourir ce fragment de discours pour avoir une idée exacte du désarroi moral qui étreint le cœur des fameux réformateurs du monde. Qu'est devenu l'accent de la fameuse garde léninienne ? Qu'est devenu l'appel si usé, si désuet au prolétariat mondial « conscient et organisé » ? Litvinov courbe l'échine, il pleurniche et balbutie des mots incohérents. Il parle du chemin de fer de l'Est Chinois comme s'il n'y avait pas d'autres motifs beaucoup plus sérieux pour un conflit éventuel. Mais tout le système soviétique, toute sa doctrine, toute son aspiration, n'est-ce pas un danger mortel pour la dignité hu-

35780

maine et la liberté du monde ? Naturellement le porte-parole soviétique comprend très bien la portée du problème qui se pose, mais il joue l'innocent et invoque pour sa défense le principe de droit.

« Nous respectons les droits du Japon, dit-il, et nous exigeons qu'il respecte les nôtres ! » Il est curieux d'entendre cela dans la bouche d'un bolchevik orthodoxe ; il est non moins curieux de savoir quel droit a jamais été respecté en Russie ? La liberté individuelle ? L'inviolabilité du domicile ? La propriété privée ? Peut-être s'agirait-il de la souveraineté nationale de l'Ukraine et des Républiques Caucasiennes ? En quelle circonstance et à quelle époque la Russie s'est-elle montrée respectueuse des droits de l'homme ou des peuples ? Litvinov oublie une chose, une seule : c'est qu'il faut être respectable pour être respecté. Il l'oublie à tel point qu'il n'a pas craint de lancer cette phrase stupéfiante dans sa bouche :

« On ne peut parler de désarmement que lorsque certaines puissances auront cessé de considérer les traités de non-agression comme un chiffon de papier. »

Vraiment ? Et le traité de non-agression conclu avec la Géorgie le 7 mai 1920, qui l'a déchiré et qui l'a foulé aux pieds ? Il est des plaidoires qui ressemblent trop à des réquisitoires. J'ignore si Staline assistait ou non à la fin de ce discours, mais il est probable qu'il n'a pris goût à cette ébouriffante cascade de coq-à-l'âne.

Quoi qu'il en soit, le discours de M. Litvinov est significatif. Il contient des aveux dont on ne saurait méconnaître l'importance et il projette une certaine lumière dans l'orientation de l'opinion mondiale par rapport aux problèmes qui se posent devant elle.

Espérons qu'ils seront résolus dans l'intérêt supérieur de l'humanité.

G. G.

## Le problème caucasien

Pont et barrière à la fois, le Caucase unit la grande plaine russe aux hauts plateaux de l'Asie antérieure. Mais l'énorme chaîne qui s'étale sur toute sa plus grande largeur coupe et domine les communications. Qui l'occupe commande les passages, la stratégie, et peut lancer au moment voulu, sur le nord ou vers le sud, des armées assurées de victoires et de proies.

Le Caucase a donc toujours été une sorte de corridor. Conquérants et inva-

sions ont fait déferler sur l'isthme énorme leurs armées et leurs marées de peuples. Elles y ont laissé leurs traces. Bouleversé par l'Histoire, le Caucase n'offre point d'unité ethnique ni religieuse. Les Géorgiens et Arméniens chrétiens, héritiers des anciennes traditions des Eglises primitives d'Orient, occupent au sud de la grande chaîne colossale, ses contreforts, la plaine exubérante, et fertile de Tiflis et de Koutaïs ; puis, en bordure de la frontière turque

et persane, les montagnes d'Arménie, s'élevant par de riantes vallées jusqu'au pied de l'Ararat. La longue domination musulmane a conquis à l'islam la plaine orientale de la Transcaucasie, l'Azerbaïdjan peuplé surtout de Turcs et riche en naphte caspien; elle lui a gagné aussi une partie des montagnards du nord, que la forteresse de Vladikavkaz, établie par Nicolas I<sup>er</sup>, eut tant de peine, à maîtriser. La domination moscovite enfin, qui date d'un siècle, a peuplé le nord circassien de Cosaques et d'Ukrainiens.

Vraie mosaïque de peuples et de religions, le Caucase fut toujours divisé, et ne put opposer à l'envahisseur l'unité que lui eût assuré l'indépendance. L'Azerbaïdjan fut tenté à plus d'une reprise de demander à Constantinople, ou à Angora la protection ou même l'union politique, rempart contre la domination russe. Mais entre Bakou et la Turquie se trouve l'Arménie. Dans une situation si précaire, si menacée, les Arméniens ont toujours cherché aide et sécurité dans les bras de Moscou.

C'est cette carte-là que devaient jouer les bolcheviks, successeurs des czars et héritiers de leur politique impérialiste. C'est le danger turc qui ramena les Russes à Erivan, c'est lui, en partie, qui les y maintient. Et c'est de là que les rouges ont pu conquérir la république géorgienne et ses sœurs, violant ainsi l'indépendance reconnue sans restriction, foulant aux pieds la foi jurée.

Le Caucase ne vécut libre que deux ans. Les Soviets y rétablirent par la violence la domination russe. S'ils saisirent cette proie, c'est qu'elle leur permettait de reprendre à leur compte la politique d'avance vers le sud, et d'avoir une porte ouverte sur le proche Orient et les pays musulmans, terrain de culture pour le virus communiste. C'est peut-

être et surtout que le Caucase offre des richesses naturelles inouïes, et que Moscou voulait mettre la main sur elles, moins pour son usage personnel que pour s'en servir comme moyen d'échange ou de pression avec les grandes puissances économiques. Ce calcul s'est révélé juste, et on a vu, au lendemain de la prise de Tiflis, l'Angleterre, l'Italie, les Américains et les Allemands courti- ser les nouveaux maîtres du naphte de Bakou et du manganèse de Tchiatouri.

Naphte et manganèse. Ces richesses surtout sont sans prix. Moscou en pousse l'exploitation avec nervosité. Le pétrole caucasien fournissait 21 millions de tonnes en 1932, le « plan » de 1934 en comporte 44! Mais que reste-t-il de tout cela aux habitants du Caucase, ou même de l'Empire soviétique? La Russie, qui au temps des czars n'avait fourni que 10 p. 100 des capitaux engagés dans les pétroles de Bakou, et rien dans les autres industries, n'absorbe aujourd'hui que 11 p. 100 du naphte, et exporte le reste. Du manganèse, du cuivre, rien ne reste dans le pays. 98 p. 100 du manganèse géorgien quitte l'U. R. S. S. et approvisionne Moscou en devises.

D'après le système soviétique lui-même, la population devrait trouver dans une importation adéquate la juste compensation à ces énormes sorties. Or, il n'en est rien. A Bakou, 110.000 à 140.000 habitants sur 700.000 étaient cet été sans carte de pain, et condamnés par conséquent à la faim. Le Caucase ne peut rien importer de l'étranger, et seules les fabriques de Russie soviétique sont admises à la fournir. La récolte en céréales du Caucase du Nord est complètement enlevée, et ce qui en est rendu est insuffisant à faire vivre la population : Stavropol a perdu 50.000 habitants, Krasnodar 40.000. Ailleurs, les autorités imposent des cultures qui ren-

dent la population plus dépendante du gouvernement central : à Bortchalo, le grenier de la Géorgie, les paysans sont obligés de renoncer à la culture des céréales, et à se mettre à celle du coton et du tabac.

Il résulte de tous ces faits que le Caucase a moins été ménagé par Moscou que d'autres parties de l'Union, la terre privilégiée restant celle de Russie propre, les environs de Moscou, le point où bat le cœur du communisme et qu'il importe de maintenir fidèle. Les terres éloignées sont donc mises à contribution, et doivent en somme l'entretenir. On ne saurait imaginer de conquête plus cruelle.

Comment s'étonner que dans ces conditions la révolte soit endémique? Les Arméniens eux-mêmes, qui ne demandent pourtant qu'à travailler en paix, se soulevèrent avec désespoir lors de l'introduction des kolkhozes. Alliés aux Azerbeïdjanais musulmans, ils livrèrent en 1931 une lutte sans merci aux détachements soviétiques. Mais les canons de montagne britanniques vinrent à bout de leur résistance. Des exécutions en masse suivirent la reconquête. Et six cents malheureux qui s'étaient enfuis en Turquie furent rendus aux Soviets et fusillés séance tenante.

Inévitable conséquence, la famine a fait son apparition. Dépouillé de ses récoltes et de tout espoir, le paysan cesse de cultiver. Le Caucase du Nord est peut-être plus éprouvé par la famine que l'Ukraine; l'Arménie et l'Azerbeïdjan ne le sont guère moins. La Géorgie souffre également, mais les montagnards y peuvent mieux échapper à ses rigueurs.

Pour maintenir leur autorité, que seules étaient aujourd'hui la Guépéou et la peur, les Soviets n'ont pu chercher, comme ailleurs, à développer au Caucase les nationalités locales. Les

communistes géorgiens sont une infime minorité. Leurs chefs ne durent point : quelques mois au pouvoir, et ils se retrouvent en prison avec les leaders de l'indépendance. Le seul qui n'ait été ni enfermé, ni déporté, ni fusillé, est Ph. Makharadzé. Il est vrai qu'il fut souvent en disgrâce. Tel quel il doit être cependant un homme précieux. Les partis communistes des diverses républiques sont constamment *épurés*, et ne comptent plus guère que des Russes. Bakou change de gouvernement plus fréquemment que la France de ministère. Moscou veille cependant à maintenir l'Azerbeïdjan à l'écart de la Turquie : le ture local et sa littérature sont développés, l'alphabet kémaliste exclu. La persécution religieuse s'y est ralentie, preuve que l'antagonisme entre musulmans et chrétiens diminue.

De toute évidence, le régime rouge affaiblit, diminue le Caucase. Ce pays, par tant d'aspects indispensable à l'économie mondiale, est rapidement entraîné vers la ruine où roule l'ancien empire des czars. Et ce résultat lamentable est celui où a conduit la veulerie générale et l'affairisme d'après-guerre : les appels désespérés des Caucasiens à la conscience universelle ont tous échoué dans les cartons et les bureaux des directeurs de trusts et de compagnies.

Les Caucasiens d'aujourd'hui ont à peu près compris que tout espoir de jamais retrouver la patrie perdue est exclu sans union. Les Européens comprendront-ils aussi, en cette heure critique, l'intérêt qu'aurait pour eux un Caucase libéré, fédéré et fort, barrière des impérialismes et garant de la paix, — marché énorme (aujourd'hui fermé) aussi bien qu'inépuisable source des plus riches matières premières?

**P. E. Briquet**

Rédacteur du „Journal de Genève”.

## Au seuil de 1934

Dans la période de crise et de désordre que le monde traverse, une année de plus est à son actif.

Depuis que le monde existe, il n'a cessé d'être témoin de guerres sanglantes et de luttes que se livrent entre eux les hommes qui l'habitent pour y mener leur existence; nous ne voyons malheureusement pas qu'à la veille de la nouvelle année, une ère de paix et de tranquillité s'annonce.

Nous ne pouvons pas affirmer non plus que l'année 1933 ait laissé après elle une situation stable, malgré que son portefeuille soit rempli de pactes importants de non-agression et de toute une série d'accords et de conventions.

Toutes ces manifestations d'amitié de paix qui sont uniquement dictées par le désir de ne pas perdre le fruit des victoires obtenues et de concilier les antagonismes chroniques, sont loin de dissiper cet esprit de lutte qui ne cesse de s'accroître d'un jour à l'autre.

La faillite de la Conférence du désarmement, la Société des Nations réduite à la situation d'un établissement fantôme, le départ du Japon d'une part et de l'Allemagne de l'autre de cette institution, leur désir de chercher par d'autres voies à atteindre leurs buts, tout cela pris en considération, ainsi que la défense par les Soviets du traité de Versailles et la recherche de combinaisons fallacieuses pour sauver la situation, suscitent certainement un esprit de doute dans le cœur de ceux que lèvent leurs verres en fêtant la nouvelle année par des discours optimistes.

Parmi les diplomates qui lèvent leur verres en l'honneur de la paix univer-

selle, ceux qui font le plus de bruit en parlant de paix, sont ceux-là même qui apparaissent comme les facteurs de l'anarchie et de la guerre, c'est-à-dire les communistes.

Le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, M. Litvinov, a passé toute l'année dernière en déplacements. La cause en est à la recherche d'une paix en allant d'une porte à l'autre, paix si nécessaire à Moscou, ainsi qu'il apparaît des explications données dans son article par le journaliste bolchevik, M. Radek.

Cette pressante nécessité de chercher la paix à l'extérieur, par le Gouvernement des Soviets, est due à la situation intérieure du pays. Il est bien certain, en effet, que mille complications agitent le pays; que la faillite de la ligne économique principale, jointe à une opposition croissante, dangereuse pour le régime, obligent les Soviets à chercher la paix au dehors, quel qu'en soit le prix.

Cette situation inquiétante n'a fait que croître, par rapport à l'an dernier. La reconnaissance des Soviets par l'Amérique ne lui donne aucune garantie quant à lui écarter le danger japonais. Le développement des événements en Extrême-Orient justifient les inquiétudes des dirigeants moscovites. Non seulement la Mandchourie est devenue indépendante, mais il s'est créé encore d'autres organismes politiques comme la libre Mongolie.

« L'Asie aux Asiatiques » — cette propagande ouvre une nouvelle ère à Tokio.

Un autre danger, c'est l'Allemagne

dont les agissements portent un coup sensible à Moscou. Ici, le communisme a reçu un coup décisif, un coup pour lequel de nombreux efforts et de multiples moyens ont été mis en œuvre. Mais ce n'est pas tout. De toutes parts, dans l'opinion publique mondiale, progresse et se fortifie un plan bien déterminé : les journaux anglais les plus influents et les plus répandus discutent la question de partager la Russie, de séparer l'Ukraine, et, sur cette base, de mettre d'accord la Pologne et l'Allemagne. Au sein même du parti communiste de l'Ukraine, on a découvert des tendances nationalistes; les persécutions dont ce mouvement a été l'objet de la part des bolcheviks confirment la gravité de ce mouvement.

De son côté, le national-libéral qu'est M. Milioukov a été pris de panique, après avoir vanté le « patriotisme kom-somol » (des jeunesses communistes); et, s'étant rendu à Londres, il se mit à défendre la politique actuelle des bolcheviks. « Quel que soit le Gouvernement russe qui se soit trouvé aujourd'hui au pouvoir, il ne pourrait avoir d'autre politique », déclara-t-il.

La Russie soviétique est certainement bien plus faible à l'intérieur que la Russie tsariste et, comme telle, ne peut tenir en esclavage les nationalités qui la composent; aussi cherche-t-elle à se rapprocher de la France qui est à la tête de ce « système bourgeois » auquel les bolcheviks ont déclaré la guerre. C'est dans ce but que les bolcheviks concluent des pactes avec les puissances occidentales.

Mais si les puissances occidentales peuvent trouver leur bénéfice dans ces pactes, il n'en est pas de même de la Russie soviétique qui elle, comme autrefois la Russie tsariste, n'y trouvera rien à gagner.

Si l'expérience de la dernière guerre a démontré que la Russie n'est pas un Etat homogène, la prochaine montrera plus clairement encore combien est artificiel ce qui s'appelle « Union Soviétique ». Les sources soviétiques même confirment le travail incessant que poursuivent, au sein de l'Etat soviétique, pour leur libération et pour leur indépendance, les peuples dont les droits et les intérêts vitaux ont été foulés aux pieds. Ces peuples manifesteront leur force et leur rôle actif le jour où la catastrophe attendue éclatera, et ce, avec bien plus de violence qu'au moment de la chute du régime. Il ne faut pas oublier que sur les 140 millions d'habitants de l'Union soviétique, la plus grande partie est constituée par les nationalités qui ont pris conscience de leurs droits et qui aspirent à une vie libre et indépendante. Bien que l'année qui commence soit pleine d'incertitude, nous croyons cependant qu'un avenir meilleur est réservé aux peuples qui luttent pour leur idéal. Nous ne doutons pas que les peuples du Caucase, aussi bien que ceux de l'Ukraine, du Turkestan, de l'Idel-Oural, de Crimée, etc., qui luttent avec nous, sur un front unique, pour l'indépendance, devise de notre siècle, n'obtiennent leur liberté au moment où la crise mondiale recevra sa solution.

Nous sommes persuadés que la Nouvelle Année avance d'un an encore vers la réalisation de notre but, ceux qui luttent pour l'idéal de leur indépendance.

A ceux-là, nous rappellerons cette vieille vérité :

*« On ne donne pas les droits. On les prend. »*

**M. E. Rassoul-Zadé.**

# Une voix américaine

Le rédacteur en chef du « New-Democrat », M. H. B. Brougham, écrivit, à la date du 26 novembre 1933, une lettre adressée au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et qui fut envoyée à tous les sénateurs et hommes influents des Etats-Unis.

Kous sommes en mesure de donner les passages essentiels de cette lettre, l'autorisation de la publier nous ayant été accordée :

« Deux nouvelles me suggèrent cette lettre appelant votre attention sur les avantages éventuels d'un commerce entre les Etats-Unis et de petites nations indépendantes, sous les auspices d'une politique du Département d'Etat favorisant l'autonomie des nationalités. »

C'est le thème général de la lettre de M. Brougham. Des deux nouvelles, l'une est une dépêche du Stock-Exchange montrant la prospérité économique des petites nations, l'autre est un discours prononcé par M. Litvinof devant la Chambre russo-américaine de commerce, le 26 novembre, et dans lequel le commissaire du peuple aux Affaires étrangères parla des cent quatre-vingt-deux nationalités différentes de l'Union soviétique.

« Les Etats-Unis ne devraient-ils pas, continue M. Brougham, favoriser l'esprit d'indépendance qui se manifeste maintenant dans les régions de la périphérie de l'Union Soviétique, comme en Transcaucasie, en Ukraine et dans d'autres nations subjuguées, moins favorisées que la Finlande ou que la Lituanie? Ces peuples objectent que dans la constitution de l'Union Soviétique il est stipulé, dans l'article 4, que « cha-

que république, membre de l'Union, conserve le libre droit de se retirer de l'Union », alors que l'article 20 de cette même constitution donne au comité central exécutif de l'Union, le droit de suspendre ou de révoquer les décrets du congrès des soviets locaux ou du comité central exécutif de chacune des républiques. Ainsi le libre droit de disposer d'eux-mêmes est donné aux peuples de la main gauche et il leur est retiré de la main droite. »

Ensuite M. Brougham montre que seuls les pays de nationalité homogène sont viables et que les grands empires artificiels ont toujours été éphémères. L'Union Soviétique ne serait-elle pas dans le même cas? Car les véritables raisons et la signification de sa politique non-nationale nous échappent. « Les tendances centralisatrices du collectivisme sont contrecarrées par les tendances individuelles de la démocratie. »

M. Brougham nous montre le développement du principe des nationalités depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle; la résurrection de la Bohême (Tchécoslovaquie) et de la Yougoslavie en sont les preuves. Puis il dit :

« Les petites nations ont beaucoup d'avantages sur les grandes. Une nation plus petite développe une certaine compréhension réciproque; chaque force individuelle, chaque talent y est estimé et utilisé; le labeur, l'effort, et en général tout système de travail, sont intensifiés. Tout le monde sait qu'une petite ferme produit relativement plus qu'une grande propriété..

« Avant de devenir un grand Etat

unifié, l'Allemagne a produit ses deux plus grands poètes, Goethe et Schiller. La Grèce antique, qui a atteint une si haute forme de culture, était composée d'Etats-cités. »

M. Brougham rappelle aussi que l'une des causes de la grande guerre a été la nécessité de protéger la petite Belgique et la petite Serbie contre l'agression allemande. Et il ajoute :

« La Pologne, la Lithuanie, l'Estonie, la Lettonie, la Bohême, la Roumanie, la Serbo-Croatie, aujourd'hui libres, ont constitué ce matériel qui devait former « le cordon sanitaire », à la fois contre l'Allemagne et contre les aspirations de la Russie tzariste et plus tard de la Russie collectiviste. »

Ensuite il cite l'exemple de l'Empire Britannique, montrant toutes les concessions que la métropole a dû faire à ses colonies avant de leur octroyer la constitution fédérale des dominions. Il compare les taxes coloniales, jadis perçues par l'Angleterre, à celles perçues actuellement par Moscou en Ukraine.

Il note encore l'existence de deux tendances en U. R. S. S. quant à la politique nationale. L'une, préconisant la centralisation, l'autre la décentralisation. C'est la première qui a prévalu. Et M. Brougham termine ainsi :

« Contre la tyrannie du soi-disant gouvernement des travailleurs et paysans, sur le territoire même des nations opprimées, l'heure de la révolution approche et cela d'autant plus vite, que le mouvement national est étouffé, jusqu'au jour cependant où il atteindra une force explosive capable de renverser la plus puissante propagande policière et militaire connue de l'histoire. »

Cette lettre n'a pas manqué de produire une grande impression sur les mi-

lieux politiques des Etats-Unis, aussi bien, par suite de la netteté de son style et de la clarté de ses idées, que par la compétence reconnue de son auteur. Des nombreuses réponses reçues par son auteur, nous avons la chance d'avoir celle de l'éminent sénateur américain M. William H. King. Après avoir entièrement approuvé la position de M. Brougham, il écrit entre autres :

« Lorsque je fus en Russie, il y a quelques années de cela, j'eus des entrevues avec les autorités dirigeantes des Soviets, et mon attention fut attirée sur les clauses de leur constitution qui semble reconnaître le droit à l'indépendance des différentes nationalités de l'Union. J'ai donc cherché à savoir si cette déclaration avait été faite de bonne foi, et si elle avait été appliquée, ou si au contraire des forces militaires étaient employées pour restreindre les droits des petites nations à l'intérieur de l'Union Soviétique afin de les empêcher d'avoir un gouvernement entièrement séparé et indépendant. Il me fut clairement répondu que la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine ou tout autre Etat de l'Union ne seraient pas autorisés à se retirer de l'Union et à établir un gouvernement de leur choix. »

Ces voix qui s'élèvent là-bas outre-Atlantique, en cette fin d'année 1933, rappellent peut-être aux peuples opprimés l'espoir que firent naître les quatorze points du président Wilson, contenus dans le fameux message du 8 janvier 1918. C'était le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui était alors proclamé. Mais si les grandes et nobles idées du Président des Etats-Unis eurent directement pour effet l'émancipation de la Pologne, des Etats Baltes et des peuples de l'Autriche-Hongrie, d'autres peuples sont restés sous le joug séculaire. Et c'est peut-

être dans ce sens que la note du secrétaire d'Etat, M. Bainbridge Colby, à l'ambassadeur d'Italie à Washington n'a pas été sans produire son effet. Cela importe; mais n'est-ce pas également aux Etats-Unis que le sénateur Cope-land fit en 1929 un geste magnifique en faveur des gouvernements légaux de Géorgie et d'Ukraine?... Et aujourd'hui, alors que les jours sont si sombres pour ceux qui attendent avec tant d'anxiété

la libération de leurs patries respectives, alors que les oppresseurs ont été reconnus par la grande nation libre d'Amérique, un nouveau courant, courant de sympathie et de raison à la fois, pousse des hommes, parmi les plus éminents des Etats-Unis, à élever leur voix pour la défense du droit violé, de la liberté étouffée.

K. Choulguine

## Un réquisitoire

Ayant appris que, ces derniers temps, toutes sortes de bruits circulaient sur l'activité du Comité de secours aux affamés de l'U. R. S. S., à la tête duquel se trouve le cardinal-évêque Innitzer, ce dernier invita chez lui les représentants de la presse autrichienne auxquels il fit la déclaration suivante :

« Ces derniers temps, de faux bruits ont circulé au sujet de l'activité de notre Comité de secours aux affamés en Russie soviétique. Je dois déclarer que le Comité ne poursuit aucunement des buts politiques mais uniquement humanitaires. L'archevêque de Vienne ne s'occupe nullement de politique en dehors de celle de l'Eglise catholique qui consiste à remplir son devoir. La vie de gens innocents que guette la mort par la famine est l'objet de nos constants soucis. Les demandes de secours m'ont incité à continuer mes appels à l'opinion publique. Nul ne peut désormais nier que ces derniers mois des milliers de malheureux innocents en Ukraine soviétique, au Caucase du Nord et en d'autres lieux sont morts de faim. La perte de ces malheu-

reux, parmi lesquels de nombreux colons allemands, est un réquisitoire contre nous-mêmes. »

Le secrétaire général du Comité de secours aux affamés, le Dr Amende, qui assistait à la réception, signala que dans certains rayons de la Russie soviétique, la détresse se fait sentir sur 15 p. 100 de la population; le danger menace non seulement le sud, mais encore tout le rayon de la Volga. Tout récemment, un groupe d'ingénieurs allemands et de techniciens vient de rentrer en Allemagne, après quelques années passées en Russie. Leurs récits, au sujet de la vie en Union soviétique, sont une confirmation du réquisitoire du cardinal-évêque Innitzer. Les ingénieurs allemands, dont on ne saurait mettre en doute les connaissances de la situation en Russie soviétique, racontent ce qui suit :

« Du fait de la triste situation créée par le manque de produits alimentaires et par la famine, de nombreux habitants souffrent de maladies les plus diverses. Les hôpitaux regorgent de malades. Par suite du manque de médicaments,

on a recours, ces temps derniers, à des moyens homéopathiques. L'on chercherait en vain dans les pharmacies de l'huile de ricin ou quelque palliatif contre la toux. Malgré l'approche de l'hiver, l'on ne peut trouver de vêtements chauds; par contre l'on peut facilement trouver de l'eau de cologne, des parfums de qualité inférieure il est vrai. Le savon de toilette qui se vend au prix de 1 rouble 1/2-2 roubles, est d'une odeur repoussante. Certaines églises sont transformées en dépôts de pommes de terre et autres légumes; entassées à même sur le sol, les pommes de terre **pourrissent**, plissant l'air d'émanations putrides... »

Mais revenons à notre thème, à la situation intérieure du pays du bolchevisme. Dans ce domaine, des changements intéressants s'opèrent : un « manifeste » vient d'être publié. L'on sait que le droit de vendre les propres produits de son travail n'est « accordé » qu'à ceux qui ont intégralement exécuté le plan annuel des prestations de céréales et qui ont livré la quantité de grain indispensable pour les ensemencements du printemps. Or, si l'on prend en considération que les autorités ont, cette année, avec une insistance toute particulière, exigé la livraison rapide du blé, selon les normes prévues dans le plan, l'on peut se demander quelle peut bien être la quantité de blé restée chez les Kolkhoziens et les exploitants individuels et qui est destinée à être librement vendue sur le marché. Il est certain que la quantité de blé qui peut renforcer les réserves destinées à l'alimentation de la population dans les régions « privilégiées » sera insignifiante, même en admettant que les informations données sur l'abondance de la récolte soient exactes. N'apprend-on pas déjà, par les informations qui nous arrivent de l'Ukraine, du Caucase du Nord, que

la situation est alarmante, que dans les villes et les villages le spectre de la famine règne en permanence? Que la récolte « si abondante » ne remédie nullement à la situation tragique du pays? Obligée de compléter sa ration d'Etat sur le marché libre, la population éprouve des difficultés insurmontables par suite de l'insuffisance du blé et des prix élevés du marché. C'est ainsi que d'après les dernières données fournies par la radio de Moscou, dans les régions les plus favorisées même, les prix fixés par la « spéculation » sur la farine s'élèvent à 200 roubles le poud. Les « économistes » soviétiques pensent que la « vente libre » actuelle verra les prix baisser sur le marché libre; mais cet espoir, après l'expérience de l'an dernier, est bien problématique. La « liberté » de vendre le grain, selon le décret antérieur, qui conserve toute sa force, est très étroitement limitée. Le gouvernement s'efforce de se saisir jusqu'à la part de grain qui serait jetée sur le marché. Les organisations d'Etat et des coopératives tirent partie de tout un ensemble de moyens (tel, par exemple, que l'échange de blé contre des marchandises industrielles) inaccessibles aux habitants. Ajoutons que les prix que donnent les organisations d'Etat aux Kolkhoziens et aux paysans qui vendent leur blé se différencient sensiblement des prix de marché. Sous ce rapport, la « spéculation » de céréales se poursuivra. Les réserves de blé des paysans et des Kolkhoziens passent principalement dans les mains des organisations centrales qui ne s'occupent que de ravitailler les groupes privilégiés de la population. Le problème de la mort par la famine de la population reste toujours un problème lorsque la récolte est bonne, en dépit de l'enthousiasme que suscitent les énormes réussites de la collectivisation, de la tracto-

risation et des progrès techniques de l'économie rurale.

Il faut bien se rendre compte que jusqu'à présent toutes les expériences qui ont été faites n'ont pas été en état de ramener la production de l'économie rurale, au pays des Soviets, aux normes qui existaient dans la Russie d'avant-guerre, alors que l'économie paysanne se trouvait dans une situation des plus primitives.

D'après certaines données basées sur des sources officielles soviétiques, l'on peut faire des déductions fort instructives : si l'on met de côté toute la quantité de grain qui s'exportait à l'étranger et qu'on calcule les seules quantités qui restaient dans le pays, l'on obtient pour 1913 et par âme. en Russie, le chiffre annuel de 608 kilogs. Ce chiffre baissa en 1921-1922; au moment de l'apogée du communisme de guerre, pour n'atteindre que 333 kil.; à l'époque de la *NEP*, autrement dit de la Nouvelle Politique Economique, lorsqu'on laissa la campagne en paix, ce chiffre remonta à 515 kil. Il commença de nouveau à tomber lorsqu'on entreprit la campagne dite de « dékoulakisation » et de collectivisation. L'année dernière, alors que la récolte était satisfaisante, la quantité de blé détenue en réserve s'élevait à 402 kil. par personne et par an. Au temps même de l'année d'abondance de 1930-31, cette quantité n'atteignait par personne que 486 kil. Admettons même que cette année-ci soit aussi satisfaisante que l'année 1930, ce dont on peut douter, l'on constatera néanmoins un déficit en blé que devra supporter la population croissante de l'U. R. S. S. L'on sait, en effet, d'après ces mêmes sources, que la production du blé en 1913 atteignait le chiffre de 681 kil. par personne, alors qu'en 1932-33 ce chiffre n'était plus que de 436 kil.

C'est ainsi que le système bolchevik d'économie rurale, qui ignore et détruit toute la psychologie du paysan-proprétaire, donnait jusqu'à ce jour des résultats entraînant inévitablement la famine. La technique et les avantages des vastes exploitations collectives, imposées au paysannat, se heurtent à l'impossibilité de faire travailler l'exploitant individuel pour d'autres que pour lui. Toutes les ruses sous forme de privilèges autorisant la possession d'une vache, d'un cheval au kolkhoz ou la vente des réserves ne peuvent, avec le système actuel, supprimer la cause principale de l'insignifiante production de l'économie rurale et empêcher les inévitables suites que ce système entraîne et qui se traduisent par la famine qui afflige la population.

Le système qui consiste à répartir le fruit du labeur des paysans basé sur le principe de classe et de parti, compromet les résultats en vouant certains groupes à une véritable famine. C'est sous l'impression de ces données édifiantes de ces informations sur la famine, que contestent les bolcheviks et qui cependant sont authentiques malgré la « bonne récolte » et les lettres de Kolkhoziens à M. Staline, que l'on doit considérer la situation en Russie soviétique.

A signaler comme digne d'attention une poésie sur le pain qui a paru dans le journal soviétique intitulé *Crocodile*. Le satirique russe se demande avec « anxiété » pourquoi, en présence des résultats obtenus par les Kolkhoz d'une bonne récolte, au lieu de pain authentique l'on reçoit une « masse grise, épaisse et sans aucun goût dont chaque miette suscite du dégoût? » Cette question ainsi posée est caractéristique, aussi bien que profonde, surtout sous la plume d'un poète soviétique; elle peut tout aussi bien s'appliquer au pain bol-

chevik qu'au problème du pain en général. Effectivement, pourquoi donc, nonobstant l'existence des Kolkhoz, des tracteurs, des agronomes, la population doit considérer comme un bonheur le fait d'acheter à un prix élevé un morceau de pain? Comment expliquer que la famine existe, que le pain manque dans un pays qui en avait tant auparavant? Autant de questions qui, en pays soviétique, sont en réalité autant de condamnations du système bolchevik et de ses « réussites » en dépit des déclarations optimistes et de la réclame que

les bolcheviks affichent sur les « marchés » intérieurs et extérieurs. A ce point de vue, les questions soulevées dans l'acte d'accusation du cardinal-évêque Inntizer acquièrent une importance beaucoup plus grande aux yeux des peuples opprimés de la Russie soviétique que les conjectures dont abondent les déclarations de M. Litvinov, au cours de ses entretiens avec les représentants des Grandes Puissances.

I. Tchoulik

## Le rapport de M. Milioukov

Le 21 décembre dernier M. Milioukov a fait un rapport sur « La situation internationale et la Russie soviétique » devant une assemblée de représentants de l'ancienne démocratie libérale russe, laquelle est certainement le groupe non-socialiste à l'aile gauche faisant le plus autorité de l'émigration russe. Le public était nombreux. Toutes les classes de la société y étaient représentées : anciens ambassadeurs du Gouvernement impérial, généraux de l'ancienne armée impériale, anciens chefs des partis libéraux russes, déjà vétustés, socialistes russes de tout poil, officiers et intellectuels russes moyens gagnant aujourd'hui leur vie en qualité d'ouvriers dans les entreprises de Paris et de chauffeurs de taxis, jeunesse russe manifestant son patriotisme parmi des groupes aux noms ronflants et aux programmes comportant un mélange de fascisme italien et de national-socialisme allemand... Il est certain que ceux qui

étaient venus entendre le rapport de M. Milioukov ne sont pas tous des partisans de son programme, voire même des sympathisants. Ils étaient venus l'entendre parce que l'érudition du rapporteur, ses connaissances dans le domaine de la politique internationale et l'analyse très serrée qu'il fait habituellement des événements, quels que soient les sentiments qu'on éprouve envers M. Milioukov et ses opinions politiques, servent d'appât aux émigrés russes. Or ces derniers, ainsi qu'on peut le constater, perdent de plus en plus tout contact psychologique avec le pays natal et la compréhension très nette de ce qui se passe aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie. Autant ils écoutent attentivement l'analyse que fait des événements M. Milioukov, autant ils réagissent bruyamment lorsque M. Milioukov passe de l'analyse aux conclusions. Et cela se conçoit, attendu que le savant qu'est M. Milioukov se trouve

constamment en contradiction avec Milioukov-politicien, avec le Milioukov-chef d'un parti insignifiant. En écoutant M. Milioukov, après l'avoir lu fréquemment, l'on ne peut qu'approuver les bolcheviks lorsqu'ils affirment qu'il n'y a pas de science apolitique et quelle ne saurait exister. M. Milioukov « tire par les cheveux » sa brillante, au point de vue scientifique, analyse pour la mettre dans le cadre de son étroit programme de parti.

Il en fut ainsi du rapport dont nous parlons ici. M. Milioukov fit une parfaite analyse de la situation internationale actuelle. Rien de nouveau dans l'énumération des faits, mais l'art de les repérer dans la presse quotidienne, de les grouper, donne l'impression de quelque chose de nouveau. D'après M. Milioukov, l'Europe est à la veille d'une catastrophe. La Société des Nations, ce summum de la culture politique, est apparue inaccessible à l'état actuel des esprits de nombreux pays. S'en sont retirés des « Etats à faible culture » tels que le Japon et l'Allemagne!

M. Milioukov approuve la « cynique déclaration » de M. Litvinov lorsqu'il affirme que la « Conférence du désarmement est un cadavre ». Selon M. Milioukov, aucun accord ne peut se faire entre l'Allemagne et la France. Conséquemment une guerre est inévitable. Et si cette guerre n'a pas encore éclaté, s'il est possible de l'éviter encore, c'est principalement grâce à la politique... du gouvernement soviétique. Ce gouvernement, selon M. Milioukov, est très sincère dans son pacifisme.

M. Milioukov se réjouit de voir que le gouvernement de Moscou s'est rangé du côté des puissances ayant une haute culture, c'est-à-dire du côté de la France et de ses alliés. Mais qui sont ces alliés qui, avec la France, défendent la paix dans le monde? Les seuls Etats de

la Petite Entente. M. Milioukov ne croit pas trop à la solidité de la position prise par l'Italie. Et quant à l'Angleterre — elle hésite.

M. Milioukov n'a aucune confiance en la sincérité de la Pologne dans ses rapports avec la France. Pour parler à la France, la Pologne n'envoie que son ministre des Affaires étrangères, alors qu'avec l'Allemagne, en la personne du représentant diplomatique à Varsovie, c'est le maréchal Pilsudski qui s'entretient avec lui et la France ignore ce que M. Pilsudski a bien pu dire au ministre allemand.

Les Japonais ont l'œil sur le territoire russe et si jusqu'à présent ils n'ont pu en arracher un morceau, c'est grâce à l'intelligente politique du gouvernement soviétique qui a su raffermir sa situation sur sa frontière occidentale et en Amérique. Maintenant, le gouvernement soviétique parle au Japon avec une fermeté digne de la grande Russie.

Laissant de côté la « situation internationale », M. Milioukov passe maintenant à la Russie soviétique, à sa situation par rapport au monde extérieur. Il constate que le gouvernement soviétique a conclu, heureusement, des traités de non-agression avec tous ses voisins. Avec la France, les relations sont on ne peut meilleures. Il en est de même avec l'Amérique. Un danger mortel ne la menace pas moins, tout d'abord du côté de l'Allemagne, et ensuite du côté du Japon. L'Allemagne est l'ennemie héréditaire de la Russie. M. Milioukov cite d'anciens auteurs allemands et il démontre que sous le masque de la nouvelle Allemagne survit l'impérialiste Allemagne d'autrefois... M. Milioukov n'a oublié qu'une chose, c'est qu'il a voulu lui-même, en 1918, aider cette Allemagne impérialiste. Qui aide et qui peut aider dans cette Allemagne? Tout d'abord les Russes qui ont perdu tout

sentiment patriotique et qui, paraît-il, constituent des détachements de volontaires pour marcher contre la Russie soviétique, la Pologne ensuite à la tête de laquelle se trouve un vieil ennemi de la Russie, le maréchal Pilsudski. M. Milioukov intrigue de son mieux sur la question de savoir ce qu'a dit le maréchal Pilsudski au ministre d'Allemagne à Varsovie, von Moltke. Et il devine « sans faute » ce qui a été dit, évidemment, sur le meilleur moyen de partager la Russie. M. Milioukov est convaincu que la Pologne et l'Allemagne s'entendent, si elles ne se sont déjà entendues, au sujet du partage de l'Ukraine : une partie de l'Ukraine, avec le bassin du Donetz passe pour l'occupation de l'Allemagne et l'autre partie passe à la Pologne qui, en échange, rend à l'Allemagne le corridor de Dantzig... Le rôle de la Pologne dans le sort de la Russie future effraie terriblement M. Milioukov. Il dit : « En ce qui concerne la Russie, beaucoup de choses dépendent de la Pologne, mais son rôle n'est pas clair. Lorsqu'il faut parler à la France, elle envoie son ministre des Affaires étrangères, M. Beck; quand il faut parler à l'Allemagne, c'est Pilsudski qui parle!... Tel est le refrain de M. Milioukov. La Pologne est l'alliée de la France et, tout en ayant conclu un pacte d'amitié avec la Russie soviétique, elle intrigue derrière le dos de la France et se prépare à attaquer la Russie soviétique, en étroit contact avec l'Allemagne...

Et M. Milioukov d'ajouter : « Seul un front commun contre l'Allemagne peut empêcher toute agression contre la Russie. » Mais que penser de l'Angleterre qui hésite et de l'Italie incertaine ?

Parlant ensuite du rôle de l'émigration russe, M. Milioukov s'arrête sur une question qui lui avait été posée par l'ancien chargé d'affaires à Londres, M.

Sabline. « Comment hâter la chute du pouvoir communiste en Russie sans que l'Etat russe perde un pouce quelconque de son territoire ? »

Avant que de reproduire la réponse de M. Milioukov, il convient de signaler que M. Sabline, tout comme M. Milioukov, prétend que, « jusqu'à ce jour, le gouvernement soviétique a sauvé, gardé, du mieux qu'il a pu, l'intégrité du territoire qui lui a échoué ». Cette affirmation Sabline-Milioukov peut servir de réponse aux étrangers qui, ayant passé huit ou quinze jours en Russie, reviennent et racontent à leurs concitoyens qu'ils ont pu constater que les régions de la périphérie de l'Union soviétique jouissaient de leur indépendance nationale et de leur liberté. Mais il est intéressant d'entendre ce que dit encore M. Sabline : « Si la Roumanie put occuper la Bessarabie et la Pologne mettre la main sur une large bande de terre russe, cela s'explique dans une certaine mesure du fait des bonnes dispositions de quelques puissances envers ces acquisitions « au compte de la Russie » et « de l'appui indénié prêté par la France ». (Cf. *Poslednia Navosti* du 220 décembre dernier.)

Selon M. Sabline, les voisins de la pacifique Russie l'auraient attaquée (allusion à la Pologne et à la Roumanie); soutenus par la France, ils auraient réussi à détacher un morceau de la vieille terre russe. Cette « conception historique » de l'ancien diplomate russe est bonne à retenir...

Voyons à présent la manière dont M. Milioukov répond à M. Sabline. En elle, nous retrouvons la quintessence du rapport de M. Milioukov.

Dans la réponse de M. Sabline, M. Milioukov découvre une profonde contradiction intérieure, car, selon lui, l'émigration russe ne peut lutter simultanément pour la chute du pouvoir soviéti-

que et défendre l'intégrité du sol soviétique.

« La deuxième partie de la tâche (c'est-à-dire la défense de l'intégrité du territoire actuel russe), dit M. Milioukov, est incontestable. Mais comment la lier à la première (à la lutte pour la chute du pouvoir soviétique)? Depuis quinze ans nous pensons à la chute du pouvoir soviétique et nous en parlons sans que jusqu'à présent nous n'en constatons les effets. La tâche de l'émigration russe, ajoute M. Milioukov, se rapporte plutôt à la deuxième partie qu'à la première. »

L'assistance commence à s'agiter, on entend du bruit, des protestations. Le rapporteur, scandant chacune de ses paroles, dit : « L'émigration ne peut guère aider à faire tomber le régime bolchevik; par contre elle a toute possibilité pour favoriser le morcellement de la Russie... Vous arriverez sûrement à la faire partager. Mais libérerez-vous ainsi la Russie? » C'est par ces mots que M. Milioukov termine son rapport dont la lecture a pris une heure trois quarts.

Quelles déductions peut-on tirer du rapport de M. Milioukov? La seule conclusion possible est « qu'il faut cesser toute lutte contre le pouvoir soviétique » du moment que la lutte soutenue par l'émigration russe est vouée d'avance à un échec, bien mieux, que cette lutte peut amener à la perte par la Russie de régions non-russes de la périphérie. Il est vrai qu'en terminant, M. Milioukov a déclaré qu'il « ne renonçait pas à la lutte contre le pouvoir soviétique, mais il est clair que cette lutte devra être en opposition avec sa majesté soviétique »...

M. Milioukov critique vivement ceux qui s'efforcent de détacher des fragments de territoire russe, sans toutefois indiquer les causes de ce phénomène.

Revenons donc à l'exposé de M. Sabline, quant aux « acquisitions territoriales de la Pologne et la Roumanie ». Selon l'ancien diplomate russe, lequel exerce encore aujourd'hui un « travail diplomatique », ces acquisitions ont été possibles en raison « des bonnes dispositions de certaines puissances », en particulier « grâce à l'appui indéniable prêté par la France ».

Mais s'est-on demandé ce qui avait fait naître de si bonnes « dispositions », voire même cet « appui indéniable de la France » pour des acquisitions au compte de la Russie?

La réponse est claire: « parce que le pouvoir soviétique en Russie s'est donné pour but unique et essentiel de déchaîner la révolution mondiale ». Ce pouvoir qui vise à fomenter une révolution communiste mondiale continue à régner sur un vaste territoire. Aujourd'hui le pouvoir soviétique veut la paix, non pas du fait qu'il est devenu « pacifiste », qu'il a changé quelque chose dans sa nature, mais parce que, lui-même, n'est pas préparé matériellement à cette révolution et qu'en outre il n'y a pas en Europe une atmosphère révolutionnaire appropriée. Tant que ce pouvoir de révolution mondiale existera, un danger de guerre et une menace à l'intégrité du territoire russe existeront.

Actuellement, il n'y a point d'atmosphère révolutionnaire immédiate et l'unique force du pouvoir soviétique, c'est l'étendue de ses ressources matérielles. Mais cette année, aussi bien que l'année prochaine, qu'au cours des cinq années à venir, sinon des cinq autres années encore, le pouvoir soviétique tentera le sort en déchaînant une « révolution mondiale ». La défense de l'intégrité du territoire soviétique, c'est en même temps la défense des bases de la révolution mondiale...

A ceux qui protesteraient contre sa

33780



déclaration sur l'inutilité de la lutte menée par l'émigration contre le pouvoir soviétique, M. Milioukov dit : « Ce n'est pas par vos cris que vous ferez tomber le régime soviétique. » On pourrait lui répondre : « En défendant le territoire soviétique, vous consolidez le régime... »

Nous, les non-russes, sommes exempts

de cette maladie d'intégrité territoriale de la Russie soviétique. Nous continuerons, bien entendu, la lutte pour la libération de nos pays du régime soviétique. Et quant au choix des moyens à employer, nous sommes sensiblement plus libres que MM. Sabline et Milioukov.

M. T.

## Les événements au Turkestan Chinois

Jusqu'à ce jour, la Presse a donné très peu d'informations sur les événements du Turkestan chinois. Les causes qui ont amené la population à se soulever contre les autorités chinoises, les forces dont disposent les insurgés, le but poursuivi dans cette lutte ont été diversement commentés. D'après les données recueillies par notre confrère du *Yach Turkestan*; d'après les lettres reçues de Kachgar, de Yarkend, de Tchougoutchak; d'après les informations de son propre correspondant, actuellement au Turkestan chinois et les communiqués parus dans le journal *Charki Turkestan Hayati* de Kachgar, nous avons la possibilité de donner ici des informations exactes sur des événements qui peuvent avoir une grande répercussion en Asie Centrale et dans l'Asie en général.

Les causes de l'insurrection au Turkestan chinois remontent loin dans l'histoire des relations entre la Chine et cette partie de ses possessions. Le Turkestan chinois est peuplé, dans les trois-quarts de son ensemble, par une population turko-musulmane, rattachée par

la langue aux Turks qui habitent le Turkestan russe. Et quant au reste de la population, le nombre des Chinois qui s'y trouve est insignifiant (environ 50 ou 60.000). Noyés dans l'ensemble de la population du Turkestan Chinois, évaluée à plus de 5 millions, les Chinois passeraient inaperçus n'était l'autorité qu'ils y exercent et qui se trouve concentrée dans les mains d'un petit nombre de fonctionnaires et de soldats, exclusivement chinois. Le but et le caractère de l'administration chinoise étaient non seulement étrangers aux intérêts de la population locale, mais encore ouvertement hostiles. Il suffit de dire que les autorités chinoises défendaient d'ouvrir des écoles nationales et des typographies. S'il arrive parfois d'entendre parler d'administration autonome du Turkestan chinois, il faut comprendre cette autonomie, non pas dans le sens généralement employé, en ce qui concerne l'administration du pays par la population locale, mais bien par le truchement d'une administration uniquement chinoise, à laquelle on donnait plein pouvoir pour administrer ce vaste

pays. Inutile d'insister sur le caractère très spécifique de l'administration chinoise. Cette particularité du régime chinois ne pouvait qu'aggraver l'hostilité qui régnait entre Chinois et musulmans et qu'expliquait une différence complète de psychologie et des intérêts diamétralement opposés entre Chinois et Turks-Musulmans. C'est pourquoi nous voyons tant de soulèvements dans l'histoire des relations entre la Chine et le Turkestan chinois. Il suffit de rappeler qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le Turkestan chinois fut le théâtre d'une dizaine de soulèvements : en 1820, 1826, 1830, 1847, 1855, 1856-57, 1860, 1864. Trois fois, au cours de ces événements, le Turkestan renversa le pouvoir de la Chine et proclama son indépendance. Ces soulèvements étaient toujours réprimés avec une cruauté sans exemple. Il arrivait que n'étant pas en état de lutter contre la population soulevée, le Gouvernement chinois faisait appel à la Russie. L'histoire nous a conservé des spécimens de lettres que le gouverneur chinois envoyait au général-gouverneur russe Kolpakovski, lors du terrible soulèvement des Turks-Musulmans de 1864 : « Nos Pays étant près l'un de l'autre, comme la langue est près des dents, écrivait le gouverneur chinois, il n'est pas possible qu'ils restent indifférents en présence des malheurs qui les frappent l'un l'autre. » Les Russes se faisaient un plaisir d'accorder leur appui aux Chinois, et c'est ainsi qu'au cours du dernier siècle, lors de l'insurrection la plus importante au Turkestan, les Russes occupèrent la ville de Kouldja comme garantie, au cas où la révolte se serait étendue au Turkestan russe, lequel du reste n'était pas encore entièrement conquis. La Russie, il est vrai, rendit la ville de Kouldja et son hinterland à la Chine, par la suite, mais en échange, elle obtint le droit de faire du

commerce, sans payer de douane, dans toutes les régions situées en dehors de la Grande-Muraille.

Ainsi qu'on peut le voir, les « dents » russes ont coupé un assez beau morceau de la « langue » chinoise. De ce moment commence la pénétration russe au Turkestan chinois. Dans le même temps, les fonctionnaires chinois deviennent les agents du Gouvernement russe. La Russie acquiert un rôle dominant dans le domaine économique et commercial du pays. Et si la Russie ne mit pas alors la main sur le Turkestan chinois, ce n'est que la crainte de l'Angleterre, voisine du Turkestan chinois par ses *possessions des Indes*, qui modéra ses ambitions.

Le Gouvernement soviétique à son tour, non seulement s'efforça de conserver les privilèges acquis sur le Turkestan chinois par l'ancienne Russie, mais il les élargit sensiblement, grâce surtout à l'état d'anarchie dans laquelle se trouve la Chine. Nous voyons le Turkestan chinois s'isoler complètement de la Chine. Les autorités locales concluent des accords et des conventions consulaires avec le Gouvernement soviétique. On peut juger du caractère des relations qui existaient entre le Turkestan chinois et la Russie soviétique par le fait que, au cours de la guerre soviéto-chinoise de 1929, à cause du chemin de fer de l'Est-chinois, les consuls et le Gouvernement du Turkestan chinois exprimaient leur sympathie à la Russie soviétique; cette dernière devient ainsi maîtresse du pays : tout le commerce se trouve dès lors dans les mains des Soviëts. Voici, du reste, quelques chiffres : en 1931, les échanges entre la Russie soviétique et le Turkestan chinois ont atteint la somme de 24 millions 175.000 roubles et ce, dans le temps même où le chiffre d'affaires entre ledit Turkestan et les autres pays limitrophes — l'Inde,

l'Afghanistan et la Chine même — pris ensemble n'atteignait que le chiffre de 8.056.553 roupies. La valeur de la roupie étant de 70 kopeks seulement, l'on peut mieux se rendre compte de la différence. Mais ce n'est pas seulement dans les chiffres que l'on peut voir l'emprise soviétique, mais encore dans les méthodes importées au Turkestan chinois, par le monopole du commerce d'Etat et par la lutte menée contre les propriétaires. Les marchands, gros et moyens, disparaissent bientôt, comme en Russie; les petits marchands ne vendent plus que ce que leur donnent les bolcheviks; dès lors commence une émigration continue vers l'Inde et l'Afghanistan. Mais ce n'est pas tout; les bolcheviks n'achètent que des matières brutes et, de ce fait, toute la petite industrie, si développée dans le Turkestan chinois, disparaît presque entièrement. Pour ces matières brutes achetées sur le marché chinois, les bolchéviks payent, en grande partie avec leurs produits manufacturés, et fort peu en tchervonetz qui du reste n'ont pas cours hors des frontières de l'U.R.S.S. C'est ainsi que le Turkestan chinois se trouve coincé entre le marteau soviétique et l'enclume chinoise. L'administration chinoise n'est nullement intéressée au développement et au bien-être de la population locale, et comme elle ne pense qu'à ses propres intérêts, elle va à tous les compromis avec les bolchéviks. C'est pourquoi ces derniers tiennent tant à conserver au Turkestan chinois cette forme d'administration autonome, grâce à laquelle, sous le drapeau chinois et au compte de la population locale, ils pourront dominer...

Telle est la situation qui s'est créée au Turkestan chinois au moment de la révolte. Il faut donc considérer cet événement non seulement comme une révolte contre la Chine, mais encore et

surtout contre le pouvoir soviétique et contre sa politique « d'expansion coloniale ».

La lutte commença par le soulèvement de « Komoul » ou « Homi »; elle s'étendit bientôt sur tous les rayons à population turke. Dans le courant de l'été de 1933, toute la partie méridionale du Turkestan chinois, la Kachgarie, qu'on désigne encore sous les noms de « Alty-Chaar », c'est-à-dire « les Six Villes », du nombre des bourgs qui en font partie, était libérée de la présence des autorités chinoises. Pour ce qui est de la partie nord du pays, de la Dzoungarie, les autorités chinoises ne tardèrent pas non plus à en être expulsées, sauf peut-être dans quelques villes telles que Ouroumtchi, où elles purent se maintenir.

Le principal noyau des forces des insurgés est formé de Turks-Musulmans; à ce noyau vinrent se joindre les Torgoutes ou Kalmouks qui constituent, après les Turks-Musulmans, l'élément le plus nombreux dans le pays (environ 230.000 âmes).

Dans cette lutte, les anciens « basmathehis » du Turkestan russe jouent un grand rôle; la plupart sont venus du Ferghana et du Kazakstan.

Les autorités chinoises n'étant pas en état de réduire les insurgés s'adressèrent aux Russes. Et l'on put alors voir quelques milliers de Russes blancs mener la lutte en qualité de défenseurs du pouvoir chinois, conséquemment, des intérêts soviétiques, contre la population en révolte. Cette circonstance permit à un journal russe de Paris, « Vozrojdénié », de baptiser les insurgés du nom de « Rouges » auxquels prétend-il, le gouvernement soviétique enverrait des armes et des munitions. Une telle confusion ne mérite certainement pas qu'on y prête attention et qu'on lui oppose un démenti.

Quel est donc le but du soulèvement

de la population au Turkestan chinois? Ce but était clair dès le commencement: c'était de donner l'indépendance au pays. Or, ce but est à peu près atteint aujourd'hui. Vers la fin du mois d'août ou au commencement de septembre, un Congrès des habitants de tous les territoires, libérés des Chinois, fut convoqué à Ak-Sou, l'une des principales villes du Turkestan chinois, et l'indépendance du Turkestan chinois y fut proclamée. Cette nouvelle formation adopta la République, et choisit pour Président le chef des insurgés, devenu très populaire *Hodja-Niaz-Hadji*.

L'ordre règne depuis dans le pays. La lutte a repris dans le nord pour libérer la Dzoungarie de l'administration chinoise qui s'y est maintenue. Les agents soviétiques ont été expulsés de partout. Les relations commerciales avec l'Inde ont été rétablies. Depuis le mois d'août, le premier journal, dans le Turkestan chinois, a commencé à paraître à Kachgar; c'est « La Vie du Turkestan chinois » (Charqui Turkestan Hayaty) qui est l'organe officiel du Gouvernement et qui est publié par les soins du Ministère de l'Instruction Publique et des Cultes.

La capitale actuelle du Turkestan Oriental (chinois) est la ville de *Ak-Sou*. Le Gouvernement de la nouvelle Répu-

blique a déjà pris des mesures pour établir des relations diplomatiques avec les pays voisins, tels que l'Afghanistan, l'Inde, le Tibet.

Et maintenant, quels peuvent être les résultats de cette nouvelle situation au Turkestan Oriental?

En premier lieu, c'est la fin de l'influence soviétique dans cette partie de l'Asie centrale, conséquemment, c'est l'impossibilité pour les bolchéviks de pénétrer au Tibet et en Mongolie Intérieure. Il est aussi certain que l'existence d'un Turkestan indépendant à côté du Turkestan soviétique n'est pas sans susciter des craintes pour l'avenir des républiques soviétiques du dit Turkestan, actuellement sous la domination de Moscou. L'intérêt considérable que témoignent les gens du Turkestan russe envers les événements qui se déroulent dans le Turkestan Oriental, et la part que les émigrés « basmatchis » du Turkestan Russe ont prise dans la lutte pour la libération du Turkestan Oriental prouvent suffisamment que le nouvel état de choses ne passera pas inaperçu et sans avoir une répercussion sur le développement de la lutte qui se poursuit au Turkestan soviétique pour la libération du pays de la domination bolchéviste.

Janaï

## Et la danse continue...

La fin de l'année 1933 marque en Ukraine une accélération du rythme de la danse communiste. Les Soviets, en effet, ont déclenché une large offensive sur tous les « fronts » contre les tendances séparatistes et, selon leur nature, cette offensive ne manqua pas de susciter une certaine effervescence.

Depuis l'occupation de l'Ukraine par les Soviets, c'est-à-dire depuis 1921, les bolcheviks n'ont pas cessé de combattre par tous les moyens l'idée d'une Ukraine, indépendante de Moscou.

Laissons de côté toutes ces vieilles histoires avec l'indépendance de l'Ukraine Soviétique qui n'a rien d'indépendant. Il est de notoriété publique que toute la direction des affaires de l'Ukraine se trouve en non Ukraine, mais à Moscou. En effet, la direction des affaires étrangères, des finances, de l'armée de terre et de mer, de la police, du commerce, des travaux publics, des transports, de l'économie « nationale », est centralisée au Kremlin. Seule est restée en Ukraine une bien maigre apparence d'instruction publique indépendante, mais cette administration est plutôt d'un intérêt local que ressortissant véritablement du droit constitutionnel d'une république indépendante. C'est surtout après le suicide de M. Skrypnyk, communiste marquant de l'Ukraine, ancien commissaire à l'Instruction publique de ce pays, que cette branche de l'administration est passée sous le contrôle de Moscou, les bolcheviks ayant prétendu avoir découvert, au sein de cette direction, des éléments antisoviétiques et séparatistes.

De temps à autre le pouvoir communiste de Moscou s'attaquait à certaines

institutions ukrainiennes, tantôt purement scientifiques (Académie des Sciences, Institut Pédagogique, Institut des Recherches Scientifiques, etc.), tantôt à des établissements d'enseignement public (Hautes Ecoles d'Agriculture, Polytechnique, etc.). Il s'agissait de les « nettoyer », ces institutions, sous prétexte qu'elles servent de refuge aux éléments petluriens, anticommunistes et antimoscovites. A plusieurs reprises, des milliers d'Ukrainiens, savants, professeurs, écrivains, hommes de lettres, comme Hruchevsky, Efremov et beaucoup d'autres, furent arrêtés, condamnés, déportés ou emprisonnés. Le même sort fut réservé aux membres des associations littéraires (« Gart », « Ploug », etc.), à l'administration du « Bérésil » dont le directeur, M. Less Kourbass, avait été auparavant très en faveur chez les Soviets).

Ainsi, de l' « indépendance » éphémère de l'Ukraine Soviétique il n'en restait que de vagues souvenirs sur lesquels planait la « vigilance » stricte et attentive du pouvoir de Moscou. Tout ce qui portait une marque ukrainienne, et jusqu'à la langue ukrainienne, fut persécuté comme étant contre-révolutionnaire et antimoscovite.

A l'heure actuelle il ne reste plus qu'une ombre de cette « indépendance » ukrainienne, c'est le parti communiste d'Ukraine qui n'est autre qu'une filiale du parti communiste de Moscou tout puissant, et dont l'activité est soumise au Kremlin. Or, voici que cette filiale, en Ukraine, est devenue suspecte pour Moscou, car le parti communiste d'Ukraine s'est montré incapable de briser la résistance de la population de

l'Ukraine et de la soumettre complètement au joug moscovite. Cette impuissance du parti communiste en Ukraine ont pour effet de provoquer d'abord la nomination de M. Postychev, le bras droit de Staline, comme secrétaire général du parti communiste d'Ukraine, avec pouvoirs des plus étendus. Or ledit M. Postychev a pu organiser dans un assez court délai un vaste « pogrome » en Ukraine dont les suites se font encore sentir jusqu'à présent.

Mais pourquoi donc le parti communiste de l'Ukraine est devenu suspect ?

Tout simplement, parce que ce parti était le dernier rempart d'un semblant d'indépendance de l'Ukraine Soviétique.

Voici du reste, comment M. Postychev, dans son fameux discours de novembre 1933, explique les raisons de ce « pogrome » :

« L'amoindrissement de la vigilance du parti communiste d'Ukraine a provoqué un retard en agriculture : ce fut le principal chef d'accusation retenu par le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. contre les militants ukrainiens.

Aussi, notre première tâche a-t-elle consisté à secouer l'organisation du Parti d'Ukraine et de la mobiliser pour boucher cette brèche.

Qu'avons nous fait dans ce sens.

Nous avons procédé à l'épuration du Parti Communiste d'Ukraine en rejetant les éléments gardes-blancs, nos ennemis, les anciens partisans de Petlura et de Makhno, enfin tous ceux qui étaient influencés par la bourgeoisie.

Il suffira de dire que dans les seules régions où l'épuration a déjà eu lieu, sur 120.000 membres du Parti ou candidats qui se sont présentés devant les commissions, 27.500 ont été exclus. C'étaient des éléments soit ennemis, soit peu sûrs, soit corrompus...

D'autre part, nous avons infligé une

série de coups décisifs aux nationalistes, à ces partisans de Petlura, qui s'étaient glissés à divers postes de la construction socialiste, en particulier dans le domaine de l'agriculture ».

Mais si on a exclu 27.500 personnes qui occupaient des postes dans toute l'échelle de l'administration soviétique, il fallait aussi les remplacer par des personnes dignes de confiance. Ce que fit M. Postychev.

D'abord par le décret de M. Staline « des sections politiques » près les stations de tracteurs furent instituées, c'est-à-dire qu'on redoubla de vigilance pour surveiller la population à l'aide de nouveaux milliers des tchékistes qui sont tenus de séjourner à la campagne.

D'autre part, on a annoncé l'envoi en Ukraine de 3.500 communistes pour y occuper des postes de direction soit dans les villages, les districts et jusque dans les centres régionaux. L'on parle encore de 12.500 communistes qui auraient été envoyés pour remplacer les personnes destituées. Ces chiffres sont officiels puisque nous les trouvons dans les *Komsomoletz* de l'Ukraine N° 257 du 24.XI. 1933 ; mais combien d'autres personnes ont été envoyées en Ukraine sans être citées dans la presse ! On peut sûrement admettre que le chiffre des communistes envoyés en Ukraine dépasse considérablement le chiffre des communistes ukrainiens excommuniés.

On peut juger de l'importance de cette nouvelle « réforme », car à partir de ce moment le parti communiste d'Ukraine n'est plus qu'en terme géographique qu'apparaît sous un jour plus clair en ce qui concerne ses devoirs. Ce n'est plus qu'une section du parti moscovite en Ukraine, une section qui à pour soutien la masse de l'armée rouge détachée en Ukraine, la puissante organisation du Cuépéou renforcée des détachements spéciaux et toute une série

de « brigades » de communistes à destination spéciale.

Pour être précis, il faut constater qu'actuellement l'Ukraine se trouve sous une régime de complète occupation moscovite militaire, administrative et économique. Après cette « réforme » ce régime se présente sous son véritable aspect.

Mais pourquoi ces « réformes » radicales ont-elles été nécessaires à l'heure actuelle ? Pourquoi ces procédés de « knout » si caractéristiques pour les moscovites ont été mis en œuvre avec tant d'énergie, juste au moment où les Soviets ont remporté tant de victoires diplomatiques avec leurs pactes de non-agression et leur reconnaissance par les Etats-Unis etc.

Il est de toute évidence que l'Ukraine, leur « point névralgique », avec son mouvement séparatiste est la cause de cette nervosité des Soviets. Il est évident que ce mouvement séparatiste en Ukraine prend des formes d'une telle envergure que l'unité « indivisible » de l'U.R.S.S. est menacée. Il est évident que les Soviets ne peuvent lâcher l'Ukraine, ce gros morceau, qu'est l'Ukraine, car cette séparation les entraînerait dans un gouffre, dans une abîme, dans l'oubli. La séparation de la l'Ukraine — c'est la fin du régime communiste non seulement en Ukraine, mais sur toute l'étendue de l'empire des Soviets.

Il est tout naturel que ce mouvement qui a gagié du terrain depuis des années, a dû avoir sa répercussion à l'étranger où on commence à comprendre la gravité et l'importance du problème Ukrainien non seulement pour l'Est de l'Europe, mais aussi pour toute l'Europe. Or, nous savons par la presse que certaines puissances ont manifesté une attitude très nette envers ce problème. Le développement du mouvement séparatiste en Ukraine même, la lutte achar-

née des partisans ukrainiens pour recouvrir la liberté entière et complète du pays, la misère de la population que le pouvoir soviétique extermine sans merci ont éveillé l'opinion publique du monde entier et ont attiré l'attention des puissances sur la question de l'Ukraine.

C'est le processus historique tout à fait normal dans la vie d'une nation qui court à sa destinée qui a provoqué les mesures draconiennes que les Soviets ont dû prendre en Ukraine.

Voilà donc comment les communistes eux-mêmes expliquent leurs efforts pour mettre de « l'ordre » dans l'Ukraine rebelle.

« Les résolutions des Comités centraux exigent du parti et du komsomol de continuer une lutte sans merci contre le *nationalisme ukrainien* qui dans le cadres de l'Ukraine Soviétique *est un danger primordial...* » (*Komsomoletz de l'Ukraine* N° 261 de 29.XI.1933), car l'Ukraine est « une partie indivisible de la grande Union des Républiques Soviétiques... » (*Komsomoletz de l'Ukraine* N° du 22.XI.1933).

C'est ce séparatisme ukrainien qui est persécuté, car il est un danger pour l'unité de l'Union Soviétique. Reste à savoir si les « réformes » actuelles auront pour effet de rattacher plus étroitement l'Ukraine à la Moscovie ? Est-ce que les moyens employés par M. Postychev arriveront à étouffer ce mouvement nationaliste en Ukraine ? Est-ce que les forces militaires des Soviets pourront maîtriser une situation de jour en jour plus tendue ?

Il est douteux qu'en dépit des mesures prises les Soviets aient la possibilité de mettre fin à ce processus historique qui ainsi qu'un torrent printanier se répand en Ukraine. Il est douteux également que nonobstant la famine organisée qui fait des millions de victimes, qu'en envoyant sans cesse des

dizaines de milliers de personnes « sûres » et « éprouvées » qu'en maintenant en Ukraine des forces militaires considérables ils puissent résister à une population de trente millions d'habitants qui lutte contre un régime infernal convaincue qu'elle est de son droit et de la victoire qui ne saurait tarder.

Deux forces se trouvent donc dressées l'une contre l'autre : d'une part l'idée régénératrice de l'Ukraine indrpen-

dante, liée étroitement à la civilisation européenne et d'autre part, l'idée de l'empire « un et indivisible » comme l'était l'ancienne Russie, avec le régime inhumain et despotique, aujourd'hui, en déclin dont on perçoit déjà les convulsions qui annoncent sa fin inévitable.

Aucun doute n'est possible sur l'issue de cette lutte : c'est l'Ukraine qui triomphera.

**Dmytro Bourg**

## Revue de la presse

### Foyers d'incendie

Dans un éditorial signé J. N., *l'Echo de la lutte*, journal du parti social-démocrate géorgien, donne une appréciation des plus intéressantes de la situation politique du monde. En voici un passage essentiel :

« Deux foyers sont allumés en ce moment, deux foyers qui menacent de mettre le feu à toute l'humanité. C'est une question presque insoluble que d'essayer de les localiser. Le premier foyer, c'est l'océan Pacifique; le second, c'est l'Est Européen. Moscou, malade, occupe une place centrale entre ces deux brasiers et il n'y a rien d'étonnant s'il s'efforce de se mettre hors d'atteinte des flammes de l'un ou l'autre de ces foyers. La galopade de M. Litvinov à Washington et à Rome en est une démonstration.

Le Japon est situé dans l'Océan Pacifique, mais l'Amérique du Nord s'y trouve en bordure. Aucun différend territorial ne les sépare : le Japon n'aspire pas à arracher un Etat quelconque à l'Amérique et l'Amérique ne vise pas à s'emparer d'une île japonaise. Il n'y a entre

eux qu'une rivalité commerciale, une guerre de marchandises. Lequel l'emportera sur l'immense marché chinois et russe? Voilà la question qui les divise. A l'anarchie interminable de la Chine, le Japon a répondu par la création du Mandchou-Kouo. L'Amérique resta en marge. Si à l'interminable tyrannie de la Russie le Japon va maintenant répondre par la création d'un Sibéro-Kouo, laissant encore l'Amérique en marge, ce sera la perte par celle-ci de son hégémonie sur l'Océan Pacifique au profit de la suprématie japonaise. Afin de conjurer cette éventualité, Roosevelt eut hâte d'appeler Litvinov et de reconnaître Moscou. Naturellement ce n'est rien, ce n'est qu'un pas, un chiffon de papier. Mais le pas va en entraîner un autre, plus substantiel, une alliance antijaponaise pour contrecarrer la poussée d'une nation qui monte. Mais un isolement de cette nature est-il possible? L'intérêt de l'Amérique n'est pas de créer une quarantaine pour le fait même d'avoir une quarantaine, mais bien pour la conquête du marché. Que la Russie ne présente pas par elle-même un tel marché dans les conditions actuel-

les, c'est l'évidence même, suffisamment vue et éprouvée par tous les Etats d'Europe. Objectivement la Russie est un grand marché. 160 millions d'habitants demandent d'immenses quantités de produits fabriqués. Mais pour cela il est nécessaire que le peuple ait les moyens de travailler et le droit de disposer du fruit de son travail; qu'il ait la possibilité de prendre part aux échanges mondiaux. Or il est privé de tout cela. Il est privé de la liberté du travail, de toute propriété, il est asservi au pouvoir. Ce ne sont pas les paysans qui font fonction de marché mondial, mais une poignée de maîtres du Kremlin. Roosevelt fait en ce moment une expérience qu'on peut qualifier d'aveugle pour voir enfin ce que tout le monde voit. A ses nombreuses illusions, d'ordre intérieur, vient s'en ajouter encore une, d'ordre extérieur. L'Amérique a une main liée par 15 millions de chômeurs dont le nombre ne cesse d'augmenter. Il est bien évident qu'elle a chez elle un problème à résoudre, beaucoup plus compliqué que celui de l'Océan Pacifique. De ce côté le Japon n'est pas menacé d'un grand danger. Dans ces conditions Washington préférerait sans doute recourir à la conciliation plutôt qu'à la force. Et si nous prenons en considération la nouvelle politique japonaise favorisant l'investissement des capitaux européens dans les affaires mandchoues où une société française est déjà engagée, la voie est toute indiquée pour l'Amérique aussi.

En tout cas le problème de l'Océan Pacifique se pose dans toute son ampleur; le sort du Japon y est lié : va-t-il être étouffé dans ses îles ou bien prendra-t-il pied définitivement sur le continent asiatique? La voie est semée d'embûches. Des événements inattendus y sont toujours à redouter.

Un autre foyer, en tout semblable, se présente au centre même de l'Europe. Il est aussi clair que le jour, à présent, que le peuple alle-

mand est résolu de sortir de « l'esclavage de Versailles » et de reprendre son ancienne liberté et son ancienne puissance. Comment cette sortie va-t-elle s'accomplir, par voie d'entente et de concessions ou par un coup de tête, — voilà ce qui crée une situation pleine de dangers. Il n'est pas douteux qu'il y ait des deux côtés des partisans de chaque méthode, mais le point fondamental n'est pas encore éclairci : les Versaillais sont-ils d'accord pour délier l'Allemagne et lui accorder l'égalité? Cela dépend de ce qu'entendent les hitlériens sous la notion de l'égalité. Egalité dans la guerre ou dans la paix? Ce point essentiel ne saurait être éclairci autrement que par des procédés pratiques, que par des négociations et des apports en vue de trouver une langue commune. A cet égard un coup de théâtre a eu lieu. Alors que la France se câbrait à toute idée d'entamer une conversation avec Hitler en dehors de Genève, la Pologne enfreignant ce concert entra en conversation avec l'Allemagne. Puis la France suivit son exemple. C'est ainsi que se créa la possibilité de contact et d'entente. Ce très heureux et très profitable événement déclina une protestation dans les milieux socialistes bolchevisants qui, toujours hantés par l'idée d'une agression contre les Soviets, mesurent les intérêts du monde par les intérêts du Kremlin. Il paraîtrait que la pacification de l'Europe Occidentale n'est pas acceptable pour la raison qu'elle serait un piège tendu à Moscou — thèse depuis longtemps soutenue par les bolcheviks. Ces gens-là préférèrent une conflagration mondiale à la localisation d'un conflit pourvu que « l'unique Etat socialiste » soit sauvé de l'effondrement. »

#### Le problème du Caucase

Sous ce titre, M. Sanmani écrit dans la *Géorgie indépendante* :

« Le mouvement libérateur de

l'Ukraine met en rage Moscou et M. Milioukov. L'écume aux lèvres, ils font appel à tout le monde pour le faire avorter et discréditer. L'ennemi ne dort pas.

Le Caucase se trouve à ce point de vue dans une situation toute particulière. Il a appris par de pénibles expériences ce qu'est l'existence libre et indépendante. Les communistes mêmes, en grande partie, en ont le sentiment net. Nombreux sont ceux qui éprouvent, avec le peuple, le poids du joug moscovite. L'exemple de l'Ukraine est pour eux une leçon qui montre la voie, la ligne et les méthodes pour briser ce joug.

A la « Fédération transcaucasienne », institution mensongère créée par les envahisseurs afin de mieux assujettir, spolier et exploiter le pays, nous opposons « l'Union confédérative des peuples du Caucase » où chaque Etat-membre conservera la plénitude de sa liberté et de sa souveraineté. Tous les partisans de cette lutte, qu'ils soient Géorgiens ou Azerbaïdjanais, Arméniens ou Nord-Caucasiens, sont tous frères, compagnons de lutte, inséparablement dressés contre la domination étrangère. Le serment de fidélité à cette union fraternelle, voilà la base sur laquelle doit être construite et cimentée la lutte du Caucase. C'est là notre tâche dans la vie intérieure de notre patrie.

La tâche a un autre aspect, un aspect extérieur. Je veux parler des rapports entre le Caucase et ses voisins du Sud dont les intérêts nationaux bien compris se confondent avec ceux du Caucase libre. L'indépendance du Caucase éloigne la Russie des frontières turques et crée un rempart infranchissable entre les deux Etats, mettant le faible à l'abri de l'agression du plus fort. Malheureusement cette vérité primitive a toujours été oubliée dans le passé par la politique turque. Elle fut souvent sacrifiée à des intérêts éphémères et à des préten-

tions douteuses. Il n'est pas inutile de le rappeler aujourd'hui afin d'éclairer la position prise par nos amis ou nos ennemis à la veille de la tempête qui nous menace.

Il est plus que probable que la Russie bolcheviste, anémiée par la guerre civile, n'eût pas réussi à avaler aussi facilement le Caucase si la politique turque n'avait pas joué un rôle décisif. Elle a sacrifié joué un rôle décisif. La Turquie kémaliste, aux prises avec la Grèce, tend la main à la Russie et, dans l'attente d'une aide, lui ouvre la route au Caucase. La Russie pénètre une seconde fois dans les vallées de la Koura et du Rion et s'établit dans le voisinage immédiat de la Turquie.

Cependant il est bien évident que la Russie au Caucase, c'est demain la Russie à Stamboul et dans les plaines de la Sakharia. Par contre, un Caucase uni et indépendant, c'est une forteresse qui défend, avec son indépendance, la liberté de la Turquie. C'est la porte des Thermopyles dont la fortification apparaît indispensable pour la sécurité de l'Orient tout entier.

Devant les peuples du Caucase et devant la Turquie se pose donc cette alternative : Un Caucase uni et indépendant, et, partant, une Turquie libre, ou bien un Caucase conquis et une Turquie, vassale de la Russie. La Russie ou le Caucase? Il n'y a pas d'autre choix. »

#### Dans les écoles soviétiques

##### du Turkestan

Le journal de Tachkent, *Pravda Vostoka* du 26 septembre publie le texte intégral du discours prononcé par le communiste turkestanais Achourov sur la « Nationalisation de l'appareil soviétique et sur la construction culturelle dans les républiques d'Asie centrale ». Nous donnerons ici les informations touchant aux écoles soviétiques.

L'Uzbekistan compte 4.451 écoles de premier et deuxième degré avec 448.700 élèves.

Le Turkmenistan en compte 4.280 avec 126.950 élèves.

Le Kirghizistan en compte 1.268 avec 145.573.

Le Tadjikistan en compte 1.823 avec 101.905.

En ce qui concerne la qualité des écoles on lit :

« La fréquentation de ces écoles ne donne pas suffisamment de connaissances générales; elle résout imparfaitement la tâche liée à la préparation pour les techniciens et aux écoles supérieures de candidats parfaitement lettrés, possédant les bases de la science en physique, mathématiques, géographie, en matière de connaissance de la langue, etc. »

Et plus loin :

« Chez nous, l'on constate un énorme pourcentage d'élèves qui répètent leurs cours une deuxième année ; il atteint 60 % dans certains rayons ; quant à la non-exécution des plans scolaires elle atteint 40 et 45 % en moyenne ; les absences varient entre 20 et 55. »

Non moins intéressants sont les renseignements concernant les instituteurs :

L'ensemble des écoles ci-dessus est desservi par 22.000 instituteurs parmi lesquels 50 % ont une instruction inférieure à l'enseignement secondaire ; 30 % ont terminé l'enseignement secondaire.

Toutefois, au cours d'une révision, l'on a constaté la présence dans certains rayons, d'instituteurs, titulaires étaient illettrés.

Dans la république du Karakalpakstan, nombreux étaient les instituteurs incapables de résoudre de simples problèmes d'arithmétique, tels par exemple que 80 divisé par 2.

Dans le district de Kerki, 32 instituteurs étaient illettrés.

Dans l'une des écoles du Turkmenistan les élèves savaient fort bien écrire « Aliev Akbar ». L'on s'aperçut alors que l'instituteur qui ne savait écrire que ce nom, le sien propre, n'avait pu apprendre autre chose à ses élèves.

Au cours de la révision effectuée au Kirghizistan, l'on constata que certains instituteurs étaient incapables d'écrire une simple demande ; l'on découvrit enfin une institutrice qui ne pouvait lire que ce qui était imprimé... »

## Chronique

### GEORGIE

#### Aveu bolchevik

Sur un des hauts plateaux pittoresques de la Géorgie occidentale, baigné par les eaux de la mer Noire, s'élevait depuis des âges reculés un monastère, construit et entretenu par des moines géorgiens, et appelé « Nouvel Athos » pour le distinguer du « Mont Athos » de Grèce, qui, lui, est plus ancien en-

core. Ce monastère était en outre connu pour ses merveilleux jardins d'orangers, de citronniers, de mandariniers et d'oliviers. Ses fruits étaient fameux. L'organisation parfaite des travaux monastiques, la douceur du climat ainsi que la magnificence du panorama faisaient de ce monastère un véritable Eldorado que l'on venait admirer de tous les pays.

Après l'invasion de la Géorgie, les bolcheviks en chassèrent les moines et prirent la direction de ces jardins enchantés qu'ils prétendaient améliorer. Au cours de ces douze années de domination bolcheviste, les voyageurs « enquêteurs » ne manquèrent point de zèle pour soutenir l'impérialisme rouge et chanter les louanges de l'« édification socialiste ». Or, voici pourtant ce que disent les *Izvestia* elles-mêmes (6. V. 33), l'organe officiel du gouvernement soviétique :

« L'absence de surveillance des jardins d'oliviers et d'autres arbustes saute aux yeux. Les plantations de l'ancien monastère ressemblent à des jardins complètement abandonnés. On ne mène actuellement aucune lutte contre les parasites. On se soucie très peu des anciennes installations qui furent bonnes et solides. Les clôtures sont détruites au point que par endroits on n'en retrouve même pas les vestiges. Les mur soutiens en pierre se délabrent. Les routes magnifiques et très bien entretenues autrefois sont à présent, sur toute l'étendue du « Nouvel Athos », entièrement abîmées par la pluie et rendues dangereuses pour le voyage. Les escaliers de pierre et les trottoirs menant vers les terrasses de la montagne et aux bosquets verts, sont démantelés par les torrents et recouverts d'herbes qui travaient la dalle, la décomposent et la déjetent. Pendant la saison balnéaire, les hôtes entreprenants pénètrent dans les plantations, brisant les arbres, dérobent les mandarines, coupent les bambous. »

Cet aveu des « *Izvestia* » est précieux ; il vaut mille « témoignages » des voyageurs intéressés. Tout commentaire est inutile : au lieu des constructions annoncées à cors et à cris, les bolcheviks n'ont même pas pu entretenir ce qui était créé. (B. P. G.)

## AZERBAÏDJAN

Le N° 23 de la revue *Azerbaijan Yurt Bilgisi* vient de paraître. Ce périodique paraît une fois par mois sous la rédaction du savant docteur Ahmed bey Djafar Oghlou, professeur à l'Université de Stamboul, très spécialisé dans l'histoire et la littérature azerbaïdjaniennes.

Le N° 223 contient de nombreux articles parmi lesquels il en est deux qui retiennent plus particulièrement notre attention. Tout d'abord l'article du professeur Cherefettin-bey, d'un caractère historico-scientifique. L'auteur y analyse les vers du poète arabe Bahturi qui vivait au III<sup>e</sup> siècle de l'Hégire et qui chanta les qualités guerrières du peuple azerbaïdjanien. Ensuite l'article de l'ancien ministre des Affaires étrangères de la république d'Azerbaïdjan, M. Mustafa bey Vekilli, intitulé « La Muraille chinoise », dans lequel l'auteur démontre que les bolcheviks n'ont pas seulement isolé le Caucase de l'Europe, du monde civilisé en général et de la Turquie en particulier, au point de vue politique, mais aussi au point de vue culturel et économique. L'auteur conclut en affirmant que non seulement les peuples du Caucase subissent le contre-coup de cet isolement, mais encore la Turquie, leur voisine.

\*\*\*

L'on apprend que des engagements ont eu lieu en Azerbaïdjan, notamment dans le district d'Agdach, entre les paysans des Kolkhoz et les détachements de la tchéka. Il y a des morts des deux côtés. De nombreux paysans ont pris la fuite après le combat et se sont réfugiés dans la montagne ; d'autres se sont rendus « à la grâce » des tchékistes. A la suite de ces faits, de nombreuses arrestations ont été opérées parmi les paysans.



l'épuration et jetés hors du parti. D'après un nouveau décret publié cette année, la loi sur les prélèvements obligatoires s'est trouvée sensiblement changée et améliorée : elle préconisait de n'enlever que 30 p. 100 de la récolte totale en en laissant aux paysans 70 p. 100. La population et la presse commentant ce décret semblaient attendre des jours meilleurs. En réalité les agents spéciaux, proposés à l'exécution du plan des prestations des céréales, enlèvent de force soit 70 p. 100, soit 80 p. 100 ou même 95 p. 100 de la récolte totale; la quantité infime laissée sur place ne peut ni nourrir la population ni couvrir la provision des grains pour les semailles prochaines. Les calculs sont faits non

sur la superficie du terrain réellement ensemencée, mais sur celle préconisée théoriquement sur le plan quinquennal. Ainsi on ne tient pas compte ni de la mortalité, ni de l'affaiblissement progressif de la population qui sont les conséquences de la famine du printemps de 1933.

Mécontents, les paysans quittent en masse les campagnes et se dirigent vers les villes. Si le pouvoir soviétique ne met fin à ce nouvel exode de la population rurale, la campagne dépeuplée, dévastée, risque de ne plus pouvoir réaliser le plan quinquennal et de réduire ainsi toute la politique agraire des soviets à néant. »

---

### LA LIGUE INTERNATIONALE ANTI-COMMUNISTE

*La Ligue Internationale Anti-Communiste* qui a pour but de combattre par tous les moyens et en dehors de toute opinion politique ou religieuse, les néfastes doctrines communistes, lance un appel à tous les patriotes Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, etc., les invitant à venir renforcer le front unique anti-bolchévik.

Il est plus que temps que tous s'unis-

sent pour imposer dans le monde entier la mise hors la loi du communisme, de ses adeptes et de ses protagonistes.

La Ligue demande des délégués bénévoles dans toutes les régions, en vue de créer des sections de propagande.

Pour tous renseignements, écrire (soit en français, soit en russe) au Président, M. F. de Boisjoslin, 7 et 9, rue Voltaire, à Bordeaux (Gironde).

---

La Gérante : **A. Laizé.**

E5114F

1934

TYPOGRAPHIE  
FRANCO-CAUCASIENNE  
50, FAUBOURG DU TEMPLE  
PARIS XI

L-404